

cf A# 12884

p. 89

Contribution pour le Séminaire préparatoire  
au Sommet Mondial pour le Développement Social  
(Copenhague, mars 1995)

**LE DÉVELOPPEMENT PEUT-IL ÊTRE SOCIAL ?**

*Pauvreté, chômage, exclusion  
dans les pays du Sud.*

**Royaumont, 9-11 janvier 1995**

**"LA FAMILLE PEUT-ELLE REMPLACER L'ETAT ?  
CRISE, AJUSTEMENT ET RESTRUCTURATION DES  
SOLIDARITÉS AU PÉROU"**

Marguerite BEY  
Jean-Marc GASTELLU  
Evelyne MESCLIER

ORSTOM

MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Fonds Documentaire IRD



010024431

**COLLOQUE ORSTOM**  
**janvier 1995**

**COMMUNICATION PROVISOIRE**

**LA FAMILLE PEUT-ELLE REMPLACER L'ETAT ?**

**CRISE, AJUSTEMENT ET RESTRUCTURATION**

**DES SOLIDARITES AU PEROU**

**Marguerite BEY**  
CECOD-IEDES, Univ. Paris-I  
**Jean-Marc GASTELLU**  
ORSTOM-MAA, LEA, Montpellier  
**Evelyne MESCLIER**  
ORSTOM-SUD, Lima

**INTRODUCTION**

A partir des chroniques du seizième siècle et de leurs interprétations, la communauté agraire andine s'est forgé une solide réputation de collectivisme, entretenue par les éditions répétées de livres comme celui de Louis Baudin, « L'Empire socialiste des Inka », qui a le mérite de retracer les termes du débat du début du siècle. Ce collectivisme s'exprime à l'époque incaïque dans des territoires dont les populations andines sont spoliées par étapes depuis la Conquête. Après de multiples péripéties, à partir des années 60, une démarcation territoriale qui consacre de nouveau le contrôle sur les terres des communautés agraires se reconstitue finalement dans une bonne partie des Andes péruviennes. Cette démarcation n'a qu'un lointain rapport avec la démarcation de l'époque incaïque ou des époques antérieures, et les communautés se sont recomposées en incluant, selon les lieux, des populations d'origine européenne, asiatique et orientale, bien loin donc de l'*ayllu* primitif qu'on suppose constitué sur les liens du sang<sup>1</sup>. La communauté paysanne des années 80, qu'on pourrait définir comme un ensemble de familles appartenant à une institution qui contrôle un territoire bien défini, jouit cependant encore largement de sa réputation de communauté incaïque et collectiviste.

---

1. Parmi les ouvrages qui rappellent que la communauté actuelle n'est pas une organisation préhispanique, voir *Reproducción y transformación de las sociedades andinas, siglos XVI-XX*. Quito, Abya-Yala et MLAL, 1991, auquel ont collaboré des chercheurs des pays andins, américains et européens.

Fonds Documentaire IRD

Cote : BX 24431 Ex : unique

L'existence, indéniable, de formes de solidarité dans les communautés paysannes (ce qui n'exclut pas leur existence dans d'autres cadres institutionnels) en fait un objet d'étude intéressant pour apporter des éléments à un débat sur le maintien, la création ou la disparition de formes de solidarité dans une société durement atteinte par une crise économique et politique brutale<sup>2</sup>.

Pour donner l'échelle des phénomènes qu'on analyse ici, il faut préciser qu'existent actuellement environ 5.000 communautés paysannes au Pérou (Marcos, 1994), qui représentent une population qu'on estime à plus de trois millions de personnes (Kervyn, 1989), c'est-à-dire la moitié de la population rurale du pays.

Parallèlement, l'énorme croissance urbaine de ces dernières décennies a transformé le pays à plusieurs égards : si le gigantisme est l'aspect le plus visible, les processus d'acculturation et les phénomènes économiques liés au secteur « informel » tendent à produire une société urbaine nouvelle. Au Pérou, comme dans bien d'autres pays, les migrations des populations rurales portent la plus grande part de responsabilité dans ces changements. Vers 1940, Lima comptait environ 600 000 habitants ; aujourd'hui, leur nombre est multiplié par dix<sup>3</sup>. 42,6% des logements de Lima sont des habitations précaires (dans des bidonvilles) qui abritent 47% de la population de cette capitale<sup>4</sup>, auxquelles nous pouvons ajouter les logements paupérisés du centre historique. Notons que la majeure partie des populations migrantes est installée à Lima depuis moins de 20 ans. Les années quatre-vingt ont vu ce phénomène s'accélérer avec la montée de la violence dans les campagnes. Avec la présence quasiment majoritaire de résidents pauvres d'origine rurale, Lima a changé de visage<sup>5</sup>.

La crise de la fin des années 80 et du début des années 90 est peut-être l'occasion d'évaluer quelles formes sont en train de prendre les solidarités dans les campagnes andines et dans la capitale péruvienne et quel est leur degré d'efficacité.

Il convient de distinguer des changements liés à une tendance lourde (tels que les migrations des campagnes vers les villes, la monétarisation de l'économie paysanne, l'accès à la scolarisation) et des changements liés aux conjonctures politiques et économiques, sur lesquels ce texte reste centré. L'analyse de l'ensemble de ces facteurs nous donnera la mesure des transformations des solidarités familiales et territoriales, dans un contexte généralisé de désengagement de l'Etat.

---

<sup>2</sup>. Le thème de la disparition, du maintien ou de la transformation de l'institution communale est par ailleurs objet d'un débat intense parmi les chercheurs péruviens et étrangers, à travers des revues comme *Debate Agrario* et *Revista Andina* en particulier.

<sup>3</sup>. En 1940, le Pérou comptait 65% de ruraux ; en 1961, urbains et ruraux tendent à s'équilibrer, avec 52,6% pour ces derniers ; en 1981, la population urbaine devient amplement majoritaire, regroupant les deux tiers de la population nationale (précisons que le recensement de population de 1981 définissait les centres urbains sur la base de "localités de plus de 100 maisons"). Dans cette même période, Lima en vient à abriter jusqu'à 26% de la population nationale, le tiers aujourd'hui, avec près de 7 millions d'habitants. (Recensements nationaux : 1940, 1961, 1981, 1993. Lima, INE)

<sup>4</sup>. H. De Soto, 1986:14.

<sup>5</sup>. Un musicien d'Ayacucho évoquait ces changements en rappelant que, dans les années 1950, il était interdit de jouer de la musique "andine" à Lima. Aujourd'hui, celle-ci envahit avec succès jusqu'au théâtre municipal, emblème de la culture *criolla*.

## I. LA CRISE ECONOMIQUE AU PEROU

### 1. Une crise extrême

La crise qui touche le Pérou entre 1987 et 1990 est ancienne comme en témoigne la liste des principaux plans (*paquetazos*) depuis 1975 :

Date du plan	Chute du salaire réel
août - septembre 1975	- 10 %
octobre - novembre 1977	- 15 %
avril - mai 1979	- 7 %
août - septembre 1979	- 7 %
avril - mai 1983	- 13 %
janvier - février 1985	- 8 %
juillet - août 1987	- 11 %
décembre 1987 - janvier 1988	- 15 %
août - septembre 1988	- 56 %

SOURCE : *Página Libre*, numéro du 22 juillet 1990, page B 3.

Tous les auteurs s'accordent sur la double rupture qui se produit sous la présidence d'Alan García, avec une expérience hétérodoxe. La première fracture s'opère à l'encontre des organismes financiers internationaux, lors du discours d'investiture de juillet 1985, quand le nouvel élu annonça que le Pérou, désormais, ne rembourserait sa dette extérieure qu'à concurrence de 10% du total de ses exportations. Ce fut l'arrêt immédiat des financements internationaux et le début de l'asphyxie de l'appareil économique. Une deuxième cassure est survenue avec l'annonce de l'étatisation du secteur bancaire, en juillet 1987, qui a provoqué une émotion hors de proportion avec le projet. Le président s'est ainsi aliéné les milieux d'affaires et les entrepreneurs, qui ont expatrié leurs capitaux, sans compter une perte de confiance dans l'opinion publique. C'est à la fin de la même année que commence la spirale de l'hyperinflation et de la récession. L'émission monétaire a servi de palliatif au défaut de ressources (Maris, 1989).

De 1987 à 1990, le Pérou a été pris dans un processus de stagflation (Robles, 1989). L'accélération progressive de l'inflation est claire :

ANNEES	TAUX MOYEN D'INFLATION
1985	163,41 %
1986	77,92 %
1987	85,85 %
1988	666,88 %
1989	3398,60 %
1990	7481,70 %

SOURCE : Gómez, 1994.

La récession se traduit par un taux de croissance négatif du produit intérieur brut à partir de 1988 :

ANNEES	TAUX DE CROISSANCE DU PIB
1985	2,26 %
1986	9,24 %
1987	8,46 %
1988	-8,35 %
1989	-11,66 %
1990	-5,07 %

SOURCE : Gómez, 1994.

Hyperinflation et récession s'alimentaient réciproquement (Robles, 1989), ce qui conduisait à un taux de chômage sans précédent. La monnaie nationale se dévaluait tous les jours par rapport au dollar américain, vendu dans la rue, et l'on assistait à un très fort développement des secteurs informels dans les villes.

Ce désastre économique se conjugait à une autre crise, à la fois sociale et politique. L'Etat était impuissant et désorganisé face au terrorisme, à la culture et au trafic de la coca, à la répression militaire, à la gangrène de l'administration, à une insécurité générale. Au jour le jour, Lima était privée d'eau et d'électricité, davantage dans les banlieues pauvres que dans les quartier résidentiels. L'entretien des voies de communication était peu à peu abandonné. Cette situation a été résumée en un mot : « chaos borné » (Dollfus, 1988). Plus prosaïque, l'homme de la rue répétait sans cesse : « pire que jamais ! »

## 2. Le « Fujichoc »

Un plan de stabilisation devenait urgent. Le Fujichoc du 8 août 1990 était un retour à une économie orthodoxe car le but n'était plus la relance de l'emploi, mais la contraction de la demande. Sur le plan extérieur, il se voulait la preuve de la volonté de réinsertion du Pérou dans les circuits internationaux, ce qui explique une dureté qui

dépasse les programmes habituels d'ajustement. Sur le plan interne, il montrait que le pays était repris en main, ce qu'attendait une grande partie de l'opinion publique.

Ce plan se composait de trois volets. L'aspect le plus marquant a été une forte compression de la demande, traduite par une brutale hausse des prix à la consommation : le prix de l'essence a été multiplié par 30, ceux des transports, du sucre et du lait condensé par 10, le pain et le riz par 3 (Lima Times, 10 août 1990). Cette restriction de la demande s'inscrivait, il faut le rappeler, dans une longue série d'atteintes au niveau de vie. Elle était complétée par une restructuration du système des prix. Les salaires ont été augmentés, mais sans rapport avec le relèvement des prix à la consommation. Les multiples taux de change officiels, qui différaient selon les secteurs économiques, ont été unifiés et la monnaie nationale flottait pour retrouver la valeur du marché. Une taxe temporaire de 10% sur les exportations devait aider à renflouer la trésorerie, tandis que les subventions aux importations de produits alimentaires étaient supprimées. Enfin, les impôts sur la consommation étaient ramenés de 18% à 14%, et les exemptions annulées. Le troisième volet était une mesure d'accompagnement : un « programme d'urgence sociale » (PES) devait aider les familles les plus démunies à traverser cette période difficile grâce à une aide publique aux cantines scolaires, aux réfectoires communautaires (*comedores populares*), aux associations de protection des mères et des enfants (*clubes de madres, vaso de leche*). Ce programme ne fut que très tardivement mis en application car il n'y avait que de faibles recettes fiscales.

Cet « ajustement avec choc » allait au-delà des recommandations des organismes financiers internationaux, qui n'en demandaient pas tant. Il y eut des émeutes de la faim, les premiers jours, en particulier dans le district de San Martín de Porres. Elles laissèrent vite place à la résignation : rien de comparable à ce qu'on observait, dans le même temps, en Argentine, au Brésil et au Venezuela.

Dans l'immédiat, ce plan arrêta net l'hyperinflation, tandis qu'il maintenait, à moins qu'il n'aggravât, la récession. A moyen terme, on doit lui reconnaître une efficacité certaine ; mais, sur le moment, les familles ont été livrées à elles-mêmes.

## **II. AU-DELA DU TERRITOIRE, LES FAMILLES ? LIMITES SOCIALES ET SPATIALES DE LA SOLIDARITE COMMUNALE DANS LES CAMPAGNES ANDINES**

Les considérations qui suivent reposent principalement sur deux études de communautés paysannes : l'une, réalisée entre 1986 et 1990, dans la haute vallée du Cañete, près de Lima (Bey, 1990, 1994), et l'autre, menée entre 1988 et 1990 dans trois communautés paysannes des environs de Cusco (Mesclier, 1991).

### **1. Solidarité communale : mythe et réalité en perte de vitesse ?**

La communauté andine est une micro-société regroupant des familles paysannes qui trouve son origine dans une organisation préhispanique basée sur les liens de parenté. Cette institution se fonde sur la propriété collective d'un territoire et

son organisation sociale, économique et politique est régie par un règlement défini dans l'assemblée de tous ses membres, cette assemblée constituant l'instance suprême de gouvernement de la communauté. Quel que soit le degré de dépendance à l'égard des ressources du territoire communal, l'appartenance à la communauté apporte une identité sociale aux individus.

Les éléments collectifs qui existaient du temps des Incas et existent actuellement, sans préjuger du lien de filiation entre institutions anciennes et actuelles, sont étroitement liés à l'utilisation du sol et de l'eau d'irrigation et à l'organisation de l'activité agricole.

Dans le Cañete, des processus d'individualisation, voire de privatisation, des terrains agricoles sont engagés depuis plusieurs décennies. A partir des cas étudiés, on observe que les communautés de création récente, résultant généralement de la scission d'une ancienne communauté occupant plusieurs étages écologiques, tendent à répartir les terres sous forme individuelle et permanente (c'est le cas de communautés basées sur une agriculture irriguée ou exclusivement d'élevage). L'institution communale est alors préservée pour le contrôle et les travaux liés à l'irrigation (quand elle est nécessaire) et pour préserver une couverture légale qui garantit la possession du territoire et ouvre des possibilités de crédits et d'appuis divers.

Les cas de modalités d'organisation plus traditionnelles concernent généralement des communautés ayant conservé un territoire et des traditions ancrées dans un passé lointain. Ces communautés disposent toujours de terrains agricoles non irrigués proches du village et une zone d'élevage extensif (les parcelles dans chaque secteur étant distribuées aux *comuneros* en usufruit). Les terrains irrigués sont privatifs mais n'occupent que de petites parcelles en zone urbaine.

Dans l'un et l'autre cas, les travaux agricoles sont organisés sur la base de la famille restreinte et seuls les travaux d'intérêt général (réfection de chemins et de canaux d'irrigation, construction de bâtiments communaux, lutte contre les plantes (telles que le *kikuyo*) et animaux nuisibles, etc.) sont organisés collectivement par la communauté. Soulignons cependant que la participation à ces travaux est en perte de vitesse depuis des décennies<sup>6</sup> et que de nombreux *comuneros* ont recours à des salariés pour les remplacer.

Dans ces conditions, il est compréhensible que la traditionnelle aide réciproque, tant vantée dans les discours collectivistes, perde elle aussi de sa vigueur. La proximité de mines et du marché liménien, à laquelle s'ajoute, plus récemment, la scolarisation des enfants, a très tôt favorisé une pluriactivité au sein des familles paysannes (salarariat, commerce, artisanat) qui se traduit, sur le plan agricole, par des pratiques diversifiées et une moindre disponibilité de main-d'oeuvre familiale pour ce qui touche à l'agriculture (Bey, 1994).

Dans la région de Cusco, généralement, les parcelles sont de nouveau réparties après la jachère et certaines des terres sont cultivées de manière collective. Les

---

<sup>6</sup>. Le Livre d'Actes de la communauté de Tomas enregistre des réclamations dans ce sens depuis les années 40.

travaux d'entretien des infrastructures (en particulier des canaux d'irrigation) sont réalisés de façon collective. Les travaux des champs s'effectuent en groupes de travail composés de membres de la communauté qui ne font pas partie de la famille restreinte. D'après les observations qu'on a pu réaliser dans des communautés autour de Cusco, ces modalités ont pu être de nouveau adoptées sur des terres enlevées aux grands propriétaires terriens après la Réforme agraire de 1969. Dans un des cas étudiés, les terres récupérées au moment de la réforme ont été destinées à un usage collectif. Répartition périodique de certaines terres et travail en commun existent par ailleurs dans des communautés disposant de façon plus ancienne de leurs propres terres à côté de celles des petits et moyens propriétaires.

Dans le Cañete, la réforme agraire a peu bénéficié aux communautés. Cependant, celles qui ont pu récupérer quelques terres sur les anciennes haciendas d'élevage y ont implanté des fermes collectives qui fonctionnent encore aujourd'hui. Dans la région de Cusco, le démantèlement, voulu et impulsé par les paysans, des coopératives de réforme agraire (SAIS) s'accompagne, dans certains cas, de la création d'entreprises communales qui reçoivent l'appui des institutions publiques de développement : c'est le cas dans une des communautés étudiées. A la fin des années 80, on constate cependant que les entreprises communales constituées après le démantèlement des coopératives de production ont été dans la plupart des cas dissoutes. Ce n'est cependant pas le cas dans la communauté étudiée.

Il arrive également que les modalités de la culture collective et de la répartition des parcelles soient en cours d'abandon là où les communautés avaient gardé le contrôle d'une partie des terres. Cela peut être accentué par des changements dans les systèmes de production (Morlon et al., 1992) : là où sont produites des cultures maraîchères pour la ville proche, les paysans investissent plus volontiers temps et intrants dans les parcelles irriguées individuelles que sur les parcelles avec jachère. Dans le Cañete, cette tendance a conduit à une totale modification des systèmes de production, entraînant la disparition progressive des jachères, voire l'abandon de parcelles pluviales, un plus grand recours aux fertilisants, des difficultés de coordination dans la distribution des tours d'irrigation et une plus forte dépendance des familles par rapport aux aliments achetés.

Dans les environs de Cusco, l'échange de travail tend à diminuer chez les jeunes générations. Plus souvent absents, souvent étudiants ou commerçants en même temps qu'agriculteurs, les jeunes ne sont pas là pour participer aux travaux sur les autres parcelles et doivent donc utiliser de la main-d'oeuvre rémunérée. La tendance est cependant moins forte là où les paysans sont tous d'anciens *peones* des haciendas, que dans les communautés qui ont intégré des petits propriétaires. Elle est apparemment plus forte là où se pratiquent des cultures commerciales exigeantes en travail, comme les cultures maraîchères. Il faut noter que les jeunes paysans, comme les petits propriétaires et les notables villageois, payent également de la main-d'oeuvre pour effectuer à leur place les travaux communautaires : l'intérêt collectif se maintient donc, puisque ces personnes répondent pour leur part de travail communal.

Certes, la répartition de l'eau est toujours sous le contrôle de la communauté et, dans les nombreux cas où la vaine pâture subsiste, cela oblige à des coordinations

communales lorsque se généralisent des modifications dans les systèmes de production familiaux (Kervyn, 1989, observe ces coordinations également dans la région de Cusco). Par ailleurs, au cours de la dernière décennie, les communautés du Cusco ont également acquis des machines agricoles de façon collective, ce qui s'explique à la fois par le manque de ressources des individus et par la pression d'institutions extérieures pour que ces biens soient collectifs : les tracteurs ont été parfois donnés par le gouvernement central (avec des objectifs électoraux), ou bien encore des institutions de développement ont aidé à en financer l'achat. A grands traits, les solidarités paysannes semblent cependant en cours d'affaiblissement, même si l'institution communale subsiste.

La crise des années 80 et du début des années 90 est en mesure de provoquer des renversements de tendance. La différence avec l'époque antérieure, où il y a eu des périodes de relatif libéralisme économique, comme entre 1980 et 1985, n'est peut-être pas tant dans les faits matériels que dans le discours : l'initiative individuelle est encouragée (le livre d'H. de Soto, *El otro sendero*, qui décrit l'activité des petits entrepreneurs du secteur informel, devient un best-seller), la privatisation de la terre est annoncée comme un progrès qui permettra aux paysans d'innover. Il faut rappeler que les paysanneries andines, dans des régions proches de Lima comme dans celle de Cusco, sont largement au fait des discours libéraux (par la radio, mais aussi par la télévision, dont la présence augmente dans les campagnes essentiellement dans les 5 dernières années). Dans le discours dominant, sinon dans celui de certains secteurs socio-géographiques de la société, l'éloge de la communauté « collectiviste » fait place à l'éloge des petits entrepreneurs individuels. Le « mythe », au sens de cette « image » « [...] que des groupes humains élaborent ou acceptent [...] et qui joue un rôle déterminant dans leur comportement ou leur appréciation » (Petit Robert), est mis à mal.

Le contexte idéologique paraît donc favorable à une accentuation de l'abandon des solidarités collectives dans les campagnes, autres que celles qui restent, faute de mieux, indispensables (par exemple, irrigation coordonnée là où l'eau est peu abondante). On commence à parler de la disparition des communautés paysannes (Del Castillo, 1992). Cependant, au même moment, le retour à l'orthodoxie libérale provoque également la mise en situation délicate de nombreuses familles paysannes.

## **2. Fin des années 80, début des années 90 : l'exacerbation des difficultés**

Dans les moments de plus forte instabilité des prix et alors que les subventions commencent à disparaître, ce qui représente un changement brutal par rapport aux années García, les familles d'exploitants se retrouvent dans une situation particulièrement difficile. Dans les campagnes, l'Etat se désengage en l'espace de deux ans : la Banque agraire, qui existait depuis les années 30 sous divers noms et formes, disparaît ; ENCI, l'entreprise de commercialisation des intrants, qui vendait des intrants subventionnés et acheta certaines années partie de la production, ne répond plus aux demandes. L'aide sociale, qui réapparaît après 1990, ne concerne pratiquement plus la production agricole.

L'absence de subventions, de crédit et les effets de l'hyperinflation, qui coïncident également, dans la région de Cusco, avec la disparition de la plus grande institution de coopération internationale, rendent difficile l'achat de fertilisants chimiques, de pesticides, de semences. Or, le « paquet » de la Révolution verte a été largement adopté en l'espace de quelques décennies. Une diminution brutale des possibilités d'achat d'intrants a des conséquences à court terme sur la productivité de la terre : les variétés hybrides introduites exigent un renouvellement fréquent des semences ; l'intensification des cultures rend nécessaire l'épandage de fertilisants ; l'absence de jachère favorise la présence des mauvaises herbes, qu'on élimine avec des herbicides ; enfin, l'usage peu contrôlé des engrais minéraux solubles favoriserait à terme une plus grande sensibilité des plantes aux parasites (Hibon, 1981), ce qui pourrait expliquer la prolifération de ces parasites dans les régions étudiées. Pour tous ces motifs, la rareté et l'augmentation brutale du coût des fertilisants chimiques, des pesticides, des herbicides et des semences menace les rendements de l'agriculture paysanne<sup>7</sup>.

Il devient de même difficile d'acheter de l'essence, dont le prix relatif augmente, ou des pièces de rechange, pour faire fonctionner les machines agricoles. Le prix de la main-d'oeuvre augmente également, relativement à la valeur marchande des produits : un salaire journalier équivaut à deux kilos de pommes de terre en août 1989 et quatre kilos de pommes de terre en juillet 1990, dans la communauté productrice de pommes de terre étudiée dans la région de Cusco.

Les gains de la vente de la récolte sont en outre menacés par l'inflation, ce qui oblige à acheter immédiatement, quitte à se retrouver sans liquidités dans les mois suivants. L'effet de surprise du Fujichoc entraîne la dévaluation de l'argent tiré des principales récoltes de maïs, pommes de terre et céréales qui ont été effectuées dans les semaines précédentes.

L'inflation, le renchérissement du coût de la vie et la variabilité croissante du prix relatif de leurs produits limitent également l'accès des paysans et de leurs enfants à l'espace régional. La hausse, relativement au prix des produits paysans, du coût des transports limite les voyages en ville pour des paysans qui avaient pris l'habitude de se rendre à la capitale régionale chaque semaine.

Le phénomène de retour des étudiants sur les terres d'origine semble accentué par la crise : sur un échantillon, certes réduit, de 72 chefs d'exploitation rencontrés dans les trois communautés des environs de Cusco, 28 au total sont revenus au cours de leur vie de migrations de longue durée, dont 12 dans les cinq dernières années, et, dans 5 cas, du fait de la hausse du prix des loyers urbains (Mesclier, 1991)<sup>8</sup>. Dans les

---

<sup>7</sup>. Début 1989, il faut vendre environ 50 kilos de pommes de terre (*blanca*) pour acheter les quantités de nitrate, phosphate et potasse généralement utilisées sur une parcelle paysanne. A partir de juin 1989 et jusqu'à la veille du Fujichoc, avec l'hyperinflation et la baisse des subventions, cette quantité oscille entre 100 et 800 kilos. Avec le Fujichoc, cette quantité se stabilise à environ 400 kilos, mais les paysans ont souvent déjà vendu leur production en juin ou juillet, à des prix inférieurs au prix post "choc" (données: ENCI et entretiens).

<sup>8</sup>. Le dépouillement du recensement de 1993, qui rend compte de la localisation géographique des personnes recensées en 1988, permettra peut-être de tenter un diagnostic des retours de migrations longues à l'échelle des campagnes andines.

communautés du Cañete, ces phénomènes de retour sont difficilement analysables du seul point de vue économique. La guérilla de Sentier lumineux dans cette contrée a non seulement empêché les retours de résidents en ville, mais elle a obligé certains paysans à fuir les campagnes pour une durée indéterminée, confiant, si possible, leurs animaux à des proches.

C'est, en résumé, à un ensemble de difficultés, encore aggravé par la sécheresse de l'été 89-90, que sont confrontés les paysans au cours de la campagne 1989-90 et pour débiter celle de 1990-91. Dans les zones rurales, ces difficultés diffèrent cependant de celles rencontrées par les citadins, en cela que la production est assez diversifiée pour que l'alimentation de la famille soit assurée. Il semble cependant que la vente de plus grandes quantités de produits paysans pour obtenir des revenus monétaires ait parfois menacé l'équilibre alimentaire familial. La consommation de certains aliments non produits, comme le sucre, avait diminué dans des proportions considérables aux dires des personnes interrogées.

### **3. Les limites sociales et spatiales du « repêchage » de la solidarité communale**

Les réponses à ces difficultés sont, dans certains cas, la preuve que les solidarités territoriales peuvent être réactivées. Cependant, d'autres solidarités sont également mises en jeu, pas nécessairement par les mêmes secteurs de la communauté paysanne.

Pour la production agricole sur le territoire communal, les solidarités communales restent importantes ou tendent à le redevenir. Faute d'argent et de tracteur, on continue en grande mesure à échanger du travail, alors que la tendance semblait aller vers une plus grande monétarisation du travail. Dans la communauté de la région de Cusco dont les membres sont d'anciens *peones* d'haciendas, l'entreprise communale apparaît par ailleurs comme une planche de salut, grâce à ses réserves d'argent et d'intrants. L'entreprise prend de plus en charge une expédition de commercialisation à plusieurs centaines de kilomètres pour chercher de meilleurs prix et acheter des dollars pour tenter de lutter contre l'inflation et la menace d'ajustement structurel. Dans une autre des communautés du Cusco, de jeunes universitaires reprennent la direction de l'entreprise communale pour remettre en culture les terres collectives, en utilisant également les machines agricoles de la communauté. Ces jeunes universitaires, avec l'espoir d'ajouter de la valeur à leur production, mais aussi de se lancer dans la transformation de produits importés, installent un moulin et un four électrique pour faire du pain - il s'agit en effet d'une communauté essentiellement céréalière. L'institution communale est, aux yeux de la Banque agraire, qui existe encore à cette date et finance cette installation, une garantie de remboursement. Les conflits sont cependant si intenses entre ces jeunes et d'autres groupes de *comuneros* que leur leader est finalement mis en accusation et poursuivi, après avoir sans doute commis des malversations.

Dans cette deuxième communauté, c'est plutôt par un groupe que par l'ensemble de la communauté que sont mises en jeu des « solidarités » : c'est à cette échelle qu'existent des intérêts communs et des responsabilités prises ensemble.

Dans le cas des communautés du Cañete qui ont installé des entreprises communales, nous pouvons tirer les mêmes conclusions. La nécessité de recourir à des appuis extra-communaux pour mettre leurs projets en application renforce le pouvoir de groupes dominants dans la communauté (éléments diplômés et/ou catégories économiques les plus « aisées »). Il se forme donc souvent des groupes rivaux dont l'enjeu demeure, encore et toujours, le contrôle des ressources communales, tandis que la communauté cherche à renvoyer une image de progrès à ses bailleurs de fonds.

Dans la troisième communauté étudiée dans le Cusco, aucune mesure ne semble avoir été prise pour lutter contre les effets de la crise à l'échelle de l'ensemble de la communauté. Il est symptomatique que les deux tracteurs communaux soient en panne depuis des mois sans que personne ne les remette en état. Des groupes sont cependant formés par certains jeunes paysans pour commercialiser leurs produits dans des conditions plus avantageuses en ville. Quant aux petits et moyens propriétaires terriens qui ont intégré cette communauté après la Réforme agraire, ils pensent également se regrouper pour transformer et commercialiser leurs produits, mais cela, à l'échelle de la province. Cette société de propriétaires existait en effet avant la réforme au niveau provincial et régional, et c'est à ces échelles que les propriétaires ont noué des liens sociaux. Par ailleurs, les notables font jouer des relations de parenté ou de clientélisme avec la petite bourgeoisie de fonctionnaires et de « professionnels »<sup>9</sup> de la capitale régionale, pour obtenir par exemple des semences auprès du Ministère de l'Agriculture.

En ce qui concerne les activités non agricoles, les solidarités communales sont en revanche très réduites, aussi bien dans le Cañete que dans le Cusco. Ces activités se réalisent de moins en moins sur le territoire communal. L'inflation, les fluctuations de la demande du fait de la variabilité des prix, ont affecté les petits commerces d'alimentation, sauf dans le cas des notables qui disposent d'un capital suffisant pour supporter un ralentissement provisoire des ventes et disposent souvent d'une clientèle captive de petits débiteurs et compères auxquels ils ont un jour ou l'autre fait une faveur. Les paysans qui exercent une activité secondaire d'artisan pour la demande locale ont eu également moins de clients à la fin des années 80 qu'antérieurement.

Le commerce de bétail est également devenu moins fréquent au cours de cette période : les moins aisés ont dû renoncer faute de capitaux plus que par peur des terroristes ou des bandits de grand chemin.

Hors du territoire communal, les occasions de trouver un emploi provisoire en ville ont diminué, et les paysans des communautés étudiées n'ont que très peu gardé la coutume de s'employer dans les terres chaudes du versant amazonien, à la récolte du café ou de la coca, après la Réforme agraire (Mesclier, 1993). Plusieurs personnes ont donc essayé de se lancer dans des activités de transport ou de petit commerce de produits agricoles ou de biens de contrebande. Chacun joue alors plus volontiers sur des relations familiales étendues, pour son logement en particulier lorsque son activité de commerce ambulante le rend nécessaire. Les personnes qui se regroupent pour réaliser ce genre de commerce sont par ailleurs en général parents et enfants.

---

<sup>9</sup>. Diplômés de l'Université.

En conclusion, l'hétérogénéité des caractéristiques socio-économiques des familles et des exploitations est apparemment une première limite au fonctionnement de solidarités communales. Dans les communautés les plus hétérogènes, en termes d'origine sociale des exploitants, de superficie des terres cultivées par chacun, d'accès à l'éducation, facteurs qui sont par ailleurs liés entre eux (Mesclier 1991), aucune des actions observées pour répondre à la crise n'englobe l'ensemble de la communauté. Au contraire, dans la seule communauté dont tous les membres sont d'anciens *peones* d'hacienda qui se sont réparti en lots d'égale superficie le territoire acquis au cours du processus de Réforme agraire, l'entreprise communale a apparemment fait profiter à l'ensemble de ses membres des mesures prises. Les intérêts communs sont à l'évidence assez forts pour permettre de tels phénomènes. Il faut toutefois souligner que, dans cette communauté, les jeunes universitaires, encore rares puisque l'accès à l'éducation est très récent, essayent d'être plus indépendants des systèmes d'échange de travail et des travaux collectifs, et que certains d'entre eux sont vus éventuellement comme des éléments perturbateurs, de la même manière que dans les communautés du Cañete.

Hors du territoire communal, les activités exercées par les uns et les autres dépendent d'avantages comparatifs divers : avoir pu acheter un camion, avoir pu nouer des contacts dans d'autres villes que la capitale régionale, ou avoir de la famille à tel ou tel endroit. Il s'agit d'autres espaces, dans lesquels les membres d'une communauté paysanne n'ont souvent aucun intérêt commun<sup>10</sup>. Or, ce sont ces espaces qui sont en train de se développer, dans la mesure où l'agriculture permet en général tout juste de vivre, mais sans répondre aux ambitions financières et de reconnaissance sociale de jeunes dotés d'un certain niveau d'instruction et auxquels la télévision fournit des modèles culturels qui leur seront inaccessibles s'ils restent « paysans ».

#### **4. Conclusion : au-delà des solidarités territoriales ne restent que les familles?**

Les solidarités communales, on l'a vu, ne jouent que dans un nombre limité de cas. Par ailleurs la marge d'action de la communauté paysanne ne dépasse souvent pas quelques milliers de dollars ou quelques dizaines de sacs d'intrants. Enfin, la communauté paysanne n'a qu'un poids limité pour obtenir de l'Etat des mesures d'aide, qui ne sont en général prises que dans les cas de fléau « naturel » dans une région.

Les solidarités à l'échelle du territoire communal ne sont, pour l'instant, pas relayées par des solidarités professionnelles à plus haut niveau, ce qui limite l'efficacité des stratégies mises en oeuvre. Les syndicats paysans n'ont pratiquement pas eu de rôle dans la réaction à la crise. Une grève organisée en 1989 n'a pas obtenu

---

<sup>10</sup>. Il est toujours question ici des membres de la communauté dont la résidence principale est le territoire de la communauté. On a pu constater que des liens subsistent entre ceux-ci et les personnes parties vivre en ville et que ces personnes apportent éventuellement une participation à la fête annuelle ou à la réfection de l'Eglise. Cependant, aucune activité spécifique n'est apparemment menée au niveau de l'ensemble de la collectivité par les personnes restées sur place et celles vivant en ville. Dans le cas de la boulangerie industrielle d'une des communautés, le local a bien été loué à une personne originaire de la communauté vivant en ville mais il s'agit plutôt d'un cas de relation privilégiée entre familles aisées de la communauté et la participation se limite apparemment à cette location.

de consensus. Aucun dialogue n'est efficacement engagé avec l'Etat pour obtenir des mesures compensatoires, ce qui peut être dû au désengagement même de l'Etat, qui prive les syndicats d'interlocuteur (Alfaro, 1994). Les caisses rurales, qui devraient prendre le relais de la Banque agraire en jouant sur des solidarités mutualistes régionales, tardent à se mettre en place. Pour l'instant, l'intervention des syndicats dans la commercialisation d'intrants, l'organisation des caisses rurales, l'organisation d'études sur les prix, la qualité, l'environnement, apparaît pour le moins très limitée, même si Alfaro considère qu'ils devront impérativement, dans le futur, assumer ce rôle délaissé par l'Etat. Ajoutons que les paysans du Cañete sont rarement politisés et que les syndicats agricoles n'ont aucun poids dans cette région.

Par ailleurs, l'unité administrative de base à laquelle appartient nécessairement le territoire de toute communauté, le district<sup>11</sup>, qui est doté d'autorités élues (un maire et un conseil municipal) n'est pas non plus intervenue. Chacun des cas étudiés dans les deux régions présente des situations différentes. Dans le Cañete, l'une des communautés est chef-lieu de district et bénéficie de bien plus d'aides matérielles de la part de la Municipalité que l'autre, qui n'est qu'« annexe » de district. Dans le Cusco, la première communauté étudiée ne se confond pas, en terme de groupement physique d'habitations, avec la capitale de district ; dans le cas de la seconde, le maire était spécialement hostile aux initiatives des jeunes dirigeants de la communauté, qui dans ce cas se confond pourtant physiquement avec la capitale de district ; dans la troisième, enfin, le maire vit à Cusco, et n'a apparemment que peu de présence dans sa juridiction.

Il faut noter dans tous les cas que les autorités du district ne sont pas, dans les cas observés, responsables de ce qui concerne l'agriculture sur leur territoire. Elles s'occupent en fait principalement de la voirie et des services urbains. Dans les lieux où s'est maintenue une catégorie de notables, celle-ci tend à dominer le pouvoir dans le district et l'utilise à son avantage (par exemple, pour embellir son quartier de résidence).

Cependant, dans d'autres cas observés dans la région de Cusco, les autorités du district, en particulier lorsque celui-ci est également capitale de province et dispose de plus de revenus, ont tenté de créer sur place des activités telles qu'atelier textile, mécanique ou exploitation d'une carrière. Ces districts disposent cependant en général de très peu de revenus propres et de ressources octroyées par l'Etat : on devrait d'ailleurs, dans ce cas, parler plutôt de redistribution que de solidarité. Le Fonds de Compensation pour le Développement (Foncodes) de l'Etat joue à cette échelle et, donc, pour d'autres priorités qu'agricoles. Il peut arriver cependant que le district fasse construire également des infrastructures pour l'activité agricole, comme des canaux d'irrigation. En réalité, le partage des fonctions entre communauté et district peut varier d'un endroit à l'autre, selon le contexte local et régional (Marcos, 1994).

---

<sup>11</sup>. Le district est, comme la communauté, une institution qui intervient sur un territoire donné. Ce territoire inclut, selon les cas, les territoires d'une ou plusieurs communautés et/ou « annexes de communauté » (territoires ruraux regroupés en « hameaux » appartenant à une communauté) et est donc éventuellement plus grand et plus peuplé que celui d'une seule communauté.

Les solidarités qui jouent de façon territoriale ne sont apparemment pas en mesure de s'exercer dans les espaces plus vastes du petit commerce ou de la petite entreprise de transport. C'est ici la famille étendue qui intervient. Actuellement, cette intervention est facilitée par la grande dispersion géographique des membres de la plupart des familles paysannes, à l'intérieur de la région, du pays et même à l'étranger. Cette forme d'organisation des solidarités (qu'on pourrait dire plus proches de celles de l'*ayllu* primitif contrôlant des territoires en archipel que de la communauté territorialement fixée!) a sans doute un avenir important. Finalement, on peut remarquer que ces formes de solidarité familiale n'apportent à leurs participants aucun poids dans le dialogue politique, ce que feraient des formes d'organisation passant par des institutions formelles et réunissant plus de membres.

### III. LE ROLE DES ASSOCIATIONS URBAINES DANS LES RELATIONS ENTRE VILLES ET CAMPAGNES

Lorsqu'on observe l'évolution du paysage urbain de Lima, l'interpénétration des cultures « urbaine » et « paysanne » s'impose comme fil conducteur. Au fil des générations, les migrants sont de plus en plus intégrés dans le milieu urbain, ce qui modifie leurs relations avec leur famille rurale, sans rompre pour autant le lien social. Les lieux de résidence en ville et les activités professionnelles permettent de cerner l'environnement social spécifique des migrants d'origine rurale et de comprendre leurs activités sociales, en particulier dans le cadre des « clubs provinciaux ». Ces associations constituent une modalité intermédiaire entre la sociabilité andine et celle des migrants en ville. Nous verrons que de nouvelles formes de solidarité font leur apparition, évoluant selon les défis lancés par les conjonctures politico-économiques.

Nous avons choisi d'illustrer cette réflexion avec deux expériences qui montrent les relations entre la campagne et Lima. La première s'appuie sur une recherche portant sur les stratégies familiales de reproduction dans des communautés paysannes de la vallée du Cañete, proche de la capitale (Bey, 1994), et la seconde sur une étude réalisée à Lima auprès d'une association réunissant des familles originaires de la province d'Acomayo, dans le département de Cusco, au sud du pays (Bey, 1989). Ces études de cas nous éclaireront sur la diversité des situations et nous montreront que les modalités d'organisation adoptées surmontent le handicap de la dispersion familiale et des distances, aussi bien entre la ville et la campagne qu'à Lima même<sup>12</sup>.

#### 1. Des solidarités face au défi métropolitain

*Pour éviter l'anomie...*

Jusqu'aux années soixante, les migrations vers Lima ont eu des causes principalement économiques. Mais aucun miracle n'attendait les migrants en ville et l'accueil des populations urbaines fut plutôt hostile. Seule l'initiative des nouveaux arrivants pouvait surmonter des conditions défavorables, en reproduisant en ville les méthodes et pratiques employées en milieu rural : occupation de terrains, édification

<sup>12</sup>. Cette étude a fait l'objet d'un article à paraître dans la *Revue Tiers Monde* en 1995.

collective de quelques logements précaires, défense collective de leur nouveau territoire. Avec le temps, la possession de ces quartiers marginaux (appelés *pueblos jóvenes*) s'est consolidée, mais l'organisation collective s'est maintenue pour pallier l'inefficacité des pouvoirs publics en matière d'aménagement et d'équipement urbain (tels que voirie, électricité, eau potable, marchés alimentaires, etc.). Ainsi, les premiers transports collectifs à partir des bidonvilles se sont organisés sur la base de l'« informalité ».

Après la Réforme agraire de 1969, les attitudes des nouvelles générations de migrants se modifient. D'une part, les luttes entreprises par les migrants établis depuis plus longtemps ont préparé le terrain pour les migrations futures. Les nouveaux arrivants ont souvent pu être accueillis dans des bidonvilles déjà consolidés et obtenir des emplois par l'intermédiaire des parents ou amis qui les ont précédés en ville. D'autre part, les motifs de la migration ont changé : nombre de petits producteurs n'ont pu bénéficier de la Réforme agraire et ont quitté les campagnes. Désormais, c'est au nom d'une « intégration nationale » prônée par l'Etat, autour de valeurs acquises à travers le système éducatif, que les migrants en ville (les jeunes, surtout) ont le sentiment de changer de statut : ils ne seront plus paysans. Leur participation dans la société urbaine dépend néanmoins de leur capacité d'adaptation et d'intégration.

Dans ce contexte, apparaissent de nouvelles formes de sociabilité et d'organisation qui permettent de se loger et de travailler. Les conditions d'installation en ville (économiques, mais aussi sociales) impliquent nécessairement un « pont économique » entre le lieu d'origine et le nouveau lieu de résidence. Les échanges économiques (produits de l'agriculture et de l'élevage contre hébergement, appuis d'ordre administratif, voire cadeaux de produits manufacturés) s'accompagnent d'une continuité culturelle et d'une motivation plus tacite : celle de la possibilité permanente d'un retour au village. Ajoutons à cela que le système scolaire urbain absorbe une partie de plus en plus grande des jeunes ruraux et que la solidarité familiale<sup>13</sup> trouve ici l'occasion de s'exprimer dans l'accueil des écoliers.

Cependant, la guérilla des années quatre-vingt a apporté un nouveau motif aux migrations, tout en modifiant leur nature. La seule expectative des masses migrantes originaires des régions dévastées par la guérilla était de trouver un refuge provisoire en ville, où elles se sentiraient davantage protégées des exactions et, surtout, des crimes perpétrés par le Sentier lumineux. Certes, si ces populations se sont réfugiées en ville, c'est parce qu'elles y avaient déjà un point de chute, ne serait-ce que chez des migrants originaires de leurs villages. Néanmoins, leurs comportements en ville étaient ceux de réfugiés temporaires. Il s'agissait d'une situation d'urgence à laquelle les autorités nationales ne savaient comment faire face. Certains bidonvilles ont vu leur population doubler en peu de temps, des organisations par village se constituer et même, parfois, des assemblées communales, ayant pour objet de régler la

---

<sup>13</sup>. Il convient d'élargir la notion de parenté à une parenté fictive mais non moins prégnante, le *compadrazgo*, acquise par le parrainage d'un baptême, d'une communion ou d'un mariage.

distribution des terres arables pour la campagne agricole de l'année suivante, avoir lieu de la même manière que dans la communauté<sup>14</sup>.

Parallèlement, les programmes d'ajustement structurel ont installé une situation de crise économique aiguë, dont les conséquences n'ont pas tardé à se faire sentir dans tout le pays et en particulier dans la capitale. De ce fait, de nouvelles formes d'organisation sont apparues, suscitées par les politiques alimentaires d'accompagnement à l'ajustement structurel et, surtout, par la nécessité de trouver des solutions d'urgence à une situation dramatique généralisée<sup>15</sup>. Sur la base d'organisations de quartiers déjà très efficaces, des repas collectifs (*comedores populares*) ont pu être organisés, en partie grâce à des aliments donnés et au soutien de la part d'organismes non gouvernementaux opérant dans certains quartiers marginaux.

... *continuité ou rupture ?*

Pouvons-nous déterminer si l'intégration économique, sociale et politique des migrants d'origine rurale à Lima se produit dans une continuité avec les valeurs socio-culturelles andines ?

Maletta observait que les premières générations de migrants conservent un lien étroit avec leur village d'origine, y compris avec une intention de retour, tandis que les migrants de seconde génération tendent à se distancer de leur lieu d'origine (Maletta, 1978). Nous avons même noté une tendance chez les jeunes à rechercher des alliances exogames, qui justifieront par la suite des retours de plus en plus rares au village. Dans l'une des familles originaires du Cañete que nous avons le plus suivies à Lima, les trois fils étaient tous mariés avec des provinciales, aucune n'étant originaire du Cañete. Leurs visites au village se limitaient à la fête patronale annuelle. Les jeunes scolarisés sont ceux qui, dépendant le plus du financement paternel, retournent le plus souvent dans leur communauté et apportent parfois leur aide aux travaux agricoles (surtout pour les récoltes<sup>16</sup>).

Dans le circuit de l'habitat comme dans celui de l'emploi, les réseaux de connaissances (famille élargie, voisins) jouent un rôle essentiel. Ce sont eux qui accueilleront les nouveaux venus et les aideront à trouver un logement et un travail, parfois en les exploitant abusivement, surtout s'il s'agit de jeunes gens. C'est le cas pour tous les emplois subalternes, mais pour mieux comprendre ce phénomène, il est utile de savoir que la société dans son ensemble se reproduit sur la base de références sociales calquées sur les catégories aisées : une maison dispose toujours d'au moins une bonne, souvent parente pauvre, et, de même qu'un patron a des employés, un commerçant informel a ses subalternes, fils ou neveux.

---

<sup>14</sup>. Observations (1988-1989) dans le bidonville de Canto Grande, où la population originaire d'Ayacucho, centre de la guérilla, est majoritaire.

<sup>15</sup>. Dans ces circonstances, l'apparition d'une épidémie de choléra n'a rien pour surprendre, la capacité de résistance physique des populations les plus pauvres étant réduite à néant.

<sup>16</sup>. L'incompatibilité du calendrier scolaire avec le calendrier agricole rend ces appuis ponctuels d'autant plus difficiles.

Les luttes pour le maintien de certains bidonvilles sont au moins aussi connues que celles qui ont mobilisé les paysans andins pour obtenir une réforme agraire. Ces organisations ont puisé leur force dans une identité sociale partagée, certes, mais aussi dans une origine commune, à tel point que de nombreux quartiers de bidonvilles portent le nom d'un village ou d'une province. Toutefois, l'ancienneté du phénomène migratoire a conduit à une dispersion croissante des familles migrantes, selon leur niveau de réussite économique en ville.

Les processus d'arrivée, et donc de prééminence des familles plus anciennement établies, expliquent en grande partie l'isolement social dans lequel les familles d'origine rurale s'entretiennent. A défaut de pouvoir se mesurer à la société urbaine, les migrants se regroupent selon leur origine. Il n'est donc pas si surprenant que les associations de quartiers aient autant de succès. Elles dénotent une évolution de la solidarité familiale vers une solidarité de voisinage. En effet, à Lima comme dans les Andes, c'est le territoire et sa défense collective qui fonde l'identité du groupe. Cependant, l'attachement à la communauté d'origine demeure très prégnant. Nous avons donc affaire à un double lien social : celui qui rapproche le migrant de son environnement urbain dans un rapport quotidien, c'est-à-dire principalement son voisinage, et celui qui l'attache, dans une continuité culturelle, à sa communauté d'origine.

## **2. La persistance d'un attachement aux communautés d'origine**

L'étude des associations de migrants, de leurs origines au rôle qui leur est attribué actuellement, a pour objectif de montrer qu'elles se placent dans une continuité socio-culturelle et économique entre la campagne et la ville.

### *L'organisation d'associations*

Les activités socio-culturelles des migrants en ville sont compréhensibles à la lumière du statut social des individus, souvent plus prestigieux dans leur communauté d'origine que dans la ville d'accueil. Les conditions d'insertion des migrants dans le milieu urbain sont limitées par trois facteurs : le niveau d'éducation (qui suppose l'assimilation de valeurs d'inspiration occidentale), les moyens financiers et l'attitude méprisante et hostile des citadins à l'égard des populations rurales en général et andines en particulier. Cela explique que ces dernières se tournent vers des structures familiales qui leur permettent d'entretenir leur culture andine tout en rompant leur isolement.

Les modes de sociabilité des familles migrantes recréent et prolongent en ville la solidarité du groupe d'origine, mais aussi les rapports de pouvoir en son sein. Parmi ces formes, nous retiendrons plus particulièrement les confréries religieuses et les « clubs provinciaux ».

Les premières associations en ville se sont créées sur une base religieuse, reproduisant les confréries existant au village, à l'instar de tout le pays. La paroisse a toujours constitué un lieu de sociabilité par excellence. Les Péruviens, qui ont greffé au Christianisme leurs propres croyances (reportées désormais sur les Saints) et leur

sens païen de la fête, ont fait de la pratique religieuse un instrument supplémentaire de la structuration sociale.

Les confréries sont nées du besoin de gérer l'organisation économique des fêtes religieuses du village ou du canton. Les saints en sont le centre et c'est pourquoi chaque confrérie a la charge d'un saint, dont le plus important est le protecteur (le « patron ») du village ou de la communauté. Depuis leur création, ces confréries ont toujours été hiérarchisées et, leur but avoué étant de préparer les fêtes et processions, elles avaient également pour fonction de consolider le pouvoir des catégories dominantes. En se déplaçant en ville, le lien avec la communauté, voire la province d'origine, est maintenu à travers le financement d'oeuvres à vocation religieuse (construction d'églises, acquisition d'icônes et statues, ameublement). A cet effet, les fêtes religieuses du village sont organisées parallèlement en ville, entretenant ainsi le lien social, et les sommes réunies sont envoyées au village.

Plus récemment, des associations laïques<sup>17</sup> font leur apparition en ville, sans pour autant provoquer la disparition des confréries. Ces « clubs » ont pour but de réunir les membres éparpillés d'un village ou d'une zone plus vaste. Ils se chargent principalement de l'organisation de fêtes et de rencontres sportives qui reproduisent les activités sociales du village et entretiennent la culture locale (costumes, danses, cuisine), tout en réunissant des fonds destinés à des travaux d'infrastructure dans la communauté d'origine, dont le prestige rejaillira sur les donateurs et en particulier sur ceux qui, de par leur profession, peuvent formuler des projets de développement au bénéfice de leur communauté d'origine et leur trouver des financements.

Ces différentes formes de contribution peuvent également être considérées comme un tribut que chacun doit à sa communauté pour en être toujours considéré comme membre. En effet, chaque chef de famille (*comunero*) doit respecter une série de droits et de devoirs. En particulier, l'accès aux ressources de la communauté est conditionné par la participation aux travaux collectifs ou, à défaut, par le paiement d'une compensation monétaire. Si les perspectives de retour sont plus importantes dans l'imaginaire des migrants que dans la pratique, il n'en demeure pas moins que nombre d'entre eux cherchent à préserver leur droit d'exercer une activité agricole dans leur village, tout en résidant en ville.

Les « clubs de résidents » et les « clubs provinciaux » ont été créés depuis déjà plusieurs décennies par les familles migrantes les plus fortunées. La présidence de ces clubs leur permet d'exercer un certain pouvoir à la fois sur les migrants plus pauvres et les nouveaux venus et sur leur communauté d'origine. Plus récemment, des clubs départementaux se sont également constitués. L'ensemble de ces associations représente certainement une puissance économique et politique qu'il ne faut pas sous-estimer<sup>18</sup>.

---

<sup>17</sup>. Les "associations de provinciaux" ou "clubs de résidents" (sous-entendu de migrants d'origine d'un même village) enregistrés étaient 7 000 en 1987, soit davantage que le nombre de communautés recensées (J.Golte, N.Adams, 1987:67).

<sup>18</sup>. Les derniers gouvernements se sont d'ailleurs largement appuyés sur les habitants des bidonvilles dans leur campagne électorale.

## *Le rôle des associations*

D'une manière générale, on observe que les activités sociales liées aux associations provinciales sont quasiment les seules que pratiquent les résidents des quartiers marginaux et des bidonvilles. Il convient cependant de relativiser leur importance aux yeux des membres de ces associations : la participation effective de chacun, les activités programmées et les objectifs effectivement atteints sont bien plus réduits qu'il n'apparaît de l'extérieur (Golte, Adams, 1987).

Il ressort de nos enquêtes, réalisées auprès des membres de l'association ACERCOM et auprès de plusieurs migrants originaires du Cañete membres de différentes associations, que l'appartenance à une association est conditionnée par deux facteurs : ce que l'on en attend et les qualités des individus qui sont à leur tête. En effet, d'une part, plus une association est active, plus elle suscite de participation, mais d'autre part, les rivalités familiales liées au pouvoir dans une communauté resurgissent avec la même vigueur en ville. Les attentes des membres d'ACERCOM se portent principalement sur les bénéfices retirés par les résidents à Lima et, en second lieu, sur les possibilités d'appui à la communauté d'origine. Ces espoirs sont cependant généralement déçus. Parmi les problèmes de l'association, le manque de participation et d'accord entre les membres sont le plus souvent évoqués.

Si la marginalité sociale des migrants est entretenue par leurs propres pratiques collectives, il n'en demeure pas moins que, sur le plan professionnel, chacun met en oeuvre des stratégies d'insertion individuelles et individualistes. Le cas observé au sein d'ACERCOM est éloquent. Parmi les 35 familles membres de l'association, dont l'ancienneté à Lima varie entre 20 ans et quelques mois, on dénombre 10 artisans dont 5 travaillent le cuir (2 cordonniers et 3 fabricants de ceintures et de sacs). Tous les autres disposent individuellement de stands précaires sur des marchés pour la vente de fruits ou de légumes, de chaussures (importées), de vêtements, de sacs de voyage, etc. Parmi ces familles, dont certaines sont apparentées, aucune ne travaille en association avec d'autres ni ne commercialise les produits manufacturés des artisans et toutes se refusent à regrouper leurs négoce, tout en sachant qu'en association il serait plus facile pour tous d'acquérir, pour les commerçants une échoppe dans un marché « légal » aménagé, pour les artisans, des machines plus performantes. Les membres de l'association ont opté pour une autre solution : un crédit rotatif financé par un organisme international qui alloue à chacun un prêt dérisoire (de 100 à 500 dollars US). Parallèlement, les intérêts (40% qui équivalent au taux bancaire) devaient en partie alimenter une caisse pour financer un projet dans la communauté d'origine<sup>19</sup>.

Les clubs provinciaux et les organisations de quartiers ont une utilité sociale et économique irremplaçable, si l'on considère la faiblesse de l'action étatique dans les domaines sociaux et économiques. En ville, devant les limites imposées à l'intégration des migrants et les carences en services publics (logement, infrastructures) et sociaux (sécurité sociale, allocations de chômage), divers niveaux d'organisation ont été mis en place par les populations intéressées : des comités ont été constitués pour pallier l'inefficacité des municipalités ; parallèlement, les campagnes se sont pourvues de

---

<sup>19</sup>. Ce projet d'installation d'un moulin à grains n'a pu être réalisé en raison de l'insécurité générée par la violence dans la région.

nombreuses infrastructures par leur propre initiative. Les liens établis avec les centres de pouvoir urbains à travers les migrants ont fortement contribué à la mise en oeuvre de programmes de développement dans les campagnes.

### 3. Conclusion : vers de nouvelles formes de solidarité

La crise des années récentes a sollicité une fois encore la créativité des populations pauvres. Le pouvoir d'achat a subi des restrictions drastiques, les faillites ne se comptent plus, aggravant le chômage, et l'on observe une recrudescence des maladies liées à la sous-alimentation et au manque d'hygiène. Dans ces conditions, de nouvelles stratégies apparaissent, dont la base est la collectivité locale. Les relations entre les familles migrantes et les familles rurales sont distendues du fait du renchérissement des transports et de la pénurie d'argent. En contre-partie, les aides alimentaires extérieures apportent un soulagement aux familles, aussi maigre soit-il, de même que les petits déjeuners servis aux enfants scolarisés. Ces soutiens alimentaires reposent sur une organisation par quartiers, où se sont développées les « cantines populaires » (*comedores populares*) et, à une échelle restreinte au groupe de voisins, les « marmites communes » (*hollas comunes*<sup>20</sup>), ainsi que des systèmes de « tontines », connus par l'intermédiaire d'organismes d'appui au développement qui ont implanté diverses modalités de crédit.

Les pouvoirs publics et les organismes non gouvernementaux valorisent le dynamisme de ces organisations et utilisent celles-ci comme des relais de l'action étatique ou internationale, mais n'engagent aucun programme d'envergure qui puisse les sortir de l'informalité et de la pauvreté.

Dans le contexte urbain, la solidarité de voisinage devient nécessairement plus importante que la traditionnelle solidarité familiale, mais celle-ci ne disparaît pas pour autant. La ville devient le cadre d'un espace de vie dans lequel les migrants déposent leurs espoirs de mobilité sociale sans nier leur appartenance à une communauté d'origine. En effet, les migrants d'origine andine constituent une société à part parmi les populations liméniennes. Face à la précarité de leur condition, ils reproduisent les formes d'organisation andine que d'aucuns ont qualifiées de stratégies de survie des économies pauvres. Ces stratégies visent à la fois une promotion sociale et économique individuelle et une protection sociale et économique de la collectivité garantie par les liens de parenté réelle ou fictive. Ces liens entretiennent un réseau d'échange et de clientélisme sans lequel les nouveaux migrants ne pourraient subsister en ville et les relations avec les familles rurales seraient définitivement rompues.

En conclusion, il semblerait que les nouveaux rapports entre villes et campagnes ne soient pas porteurs d'une intégration sociale effective, qui signifierait la participation des populations rurales au pouvoir. Celui-ci est toujours détenu par les catégories urbaines dominantes. Cependant, la démocratie, encore jeune dans ce pays, n'est pas un vain mot pour les populations rurales ; elle révèle une aspiration à la citoyenneté et c'est en ce sens que la continuité entre les espaces sociaux urbain et

---

<sup>20</sup> . Rappelons que dans les communautés paysannes, les "marmites communes" sont organisées depuis des temps immémoriaux à l'occasion des travaux collectifs.

rural prend une dimension fondamentale : celle de la possibilité d'une identité nationale.

#### IV. L'AJUSTEMENT DES FAMILLES A LIMA

A Lima, les réponses des groupes domestiques au Fujichoc dépendent de l'origine des chefs de famille, de leur zone d'habitation, du type d'activité. Un liménien de naissance n'agira pas comme un immigré récent. Les attitudes ne seront pas les mêmes dans les quartiers des catégories moyennes et dans ceux de catégories à très faible revenu. Enfin, ceux qui ont un emploi n'ont pas les mêmes projets à moyen terme que les agents des secteurs informels.

Cependant, l'extrême diversité des solutions se ramène à deux comportements majeurs : les catégories moyennes se sont adaptées au plan de stabilisation grâce à une très forte ponction sur leur épargne, alors que les catégories défavorisées ont procédé à une réduction drastique de leur consommation. Ces comportements ne sont pas exclusifs et souvent plusieurs solutions ont été mises en oeuvre simultanément.

Pour les catégories moyennes, le plan de stabilisation a eu pour conséquence une très forte réduction de l'épargne, avec retraits bancaires et vente de dollars dans la rue. On a procédé aussi à une réduction des dépenses domestiques, surtout des dépenses alimentaires. Les dépenses en eau, électricité et téléphone ont été contrôlées de près, du moins quand ces services étaient assurés. Les projets d'études des enfants ont été revus à la baisse. Cependant, dans l'ensemble, les relations au sein du groupe domestique n'ont guère été modifiées. Ces catégories ont accepté le plan de redressement car elles y avaient été préparées pendant la campagne électorale du Fredemo (groupement des partis de la droite libérale), qui les visait en particulier.

Pour les catégories moins bien nanties, on évoque une très forte réduction de la consommation. Dans de nombreuses familles, les trois repas quotidiens n'étaient plus assurés. Les épouses et les enfants ont redoublé d'activité (Dejo Soto, 1991). C'est l'époque du plein développement des secteurs informels et des « petits boulots » (*cachuelos*), avec une concurrence accrue entre tous les agents. La hausse du coût des transports a conduit de nombreux habitants à se déplacer à pied.

Notre attention se portera sur deux solutions mises en oeuvre, l'une plutôt parmi les catégories défavorisées, l'autre au sein des catégories moyennes.

##### 1. Les « marmites communes »

L'aide de l'Etat aux familles a été mise en veilleuse à cause de la faiblesse des rentrées fiscales. Seuls les réfectoires paroissiaux de l'Eglise catholique ont continué à fonctionner, alimentés par l'aide internationale d'organismes charitatifs. Une initiative spontanée a vu le jour, au sein des catégories les plus démunies, inspirée de l'expérience des réfectoires communautaires, d'origine publique. Les mères de famille d'un pâté de maisons se sont associées en une « marmite commune » (*olla común*). Le but de ce regroupement était de préparer un repas de midi pour toutes les femmes de

chaque pâté de maisons, ainsi que pour leurs enfants. Chaque mère assurait, à tour de rôle, cette préparation avec ses propres ustensiles. La vente des portions, à bas prix, mais parfois trop élevé pour certains, permettait l'achat des produits alimentaires pour le lendemain. Les hommes se nourrissaient sur leur lieu de travail, aux prix de la rue. La cellule familiale se recomposait pour le repas du soir, quand il y en avait un.

La crise extrême et le Fujichoc ont ainsi révélé un phénomène profond de la société péruvienne : l'émergence de cette cellule fondamentale d'organisation que représentent une mère et ses enfants. Beaucoup d'observateurs ont été marqués par l'importance prise par les femmes au Pérou au cours de cette période, dans toutes les questions d'organisation et de gestion de la vie quotidienne.

D'autres initiatives ont vu le jour dans ces temps de désolation. Des jardins collectifs ont permis d'obtenir quelques légumes pour l'alimentation quotidienne. Des antennes pharmaceutiques (*botiquines*) ont été installées dans les zones pauvres. Alimentées par des dons, elles permettaient de faire face aux premières urgences.

## 2. Les « invitations payantes »

La multiplication des « invitations payantes » a permis, pour les liméniens assimilés aux catégories moyennes, de trouver des ressources dans une conjoncture de crise. Elles ne sont pas nées avec le Fujichoc : on en a des traces depuis une quinzaine d'années.

Les « invitations payantes », bien connues de tous ceux qui vivent au Pérou, sont des réunions dansantes avec accompagnement de plats et de boissons. La participation à ces réunions est acquise grâce à l'achat anticipé, d'une semaine à quinze jours à l'avance, d'un carton d'invitation qui donne droit à l'entrée et à un repas. Les boissons et d'autres petites dépenses se règlent sur place et en monnaie. La vente des cartons sert, pour les organisateurs, à accumuler une réserve monétaire qui permettra de parer à toutes les dépenses pour la préparation de la réunion. Il s'agit bien de l'invitation à une fête, mais contre le versement formalisé d'un droit d'entrée, même si la réunion est à la charge d'une famille. L'idée de gratuité est donc absente de ce type d'invitation.

Le but de la réunion est clairement d'obtenir un gain monétaire. Mais les motivations surprennent par le fait que, rarement, il s'agit de besoins de première nécessité, sauf en cas d'intervention chirurgicale. De plus, dans leur grande majorité, ces réunions ne visent pas un investissement pour la production. Elles ne sont pas organisées parmi les catégories les plus défavorisées et elles ne sont pas animées par l'esprit d'entreprise. Les mobiles sont d'ordre collectif comme l'achat d'une cuisinière pour un réfectoire paroissial, l'organisation d'un pèlerinage, la fabrication de jeux éducatifs pour des handicapés mentaux, la réfection d'une chaussée; l'acquisition de tenues de sport pour une équipe. D'autres fois, on secourt une enseignante en grève depuis deux mois, on fournit un uniforme à un élève d'une école militaire, on entreprend des travaux pour une maison, etc. Une famille peut lancer plusieurs invitations à la suite pour financer l'émigration d'un de ses membres en Europe ou aux Etats-Unis. Une fête réussie assemble de cent à cent cinquante participants.

L'originalité de ces invitations est que la vente anticipée des cartons d'invitation permet de faire face à toutes les dépenses. Le seul coût à assumer par les organisateurs est l'impression de ces cartons. La fourniture en travail des membres d'une association ou d'un groupe domestique est bénévole.

Les « invitations payantes » sont une solution, parmi d'autres, pour dégager un gain monétaire dans une situation de crise économique, mais elle n'est pas à la portée des catégories les plus démunies car il faut un minimum de ressources pour faire imprimer les cartons d'invitation. C'est ainsi qu'à la même époque on n'enregistrait aucune réunion de ce type dans le nouveau quartier de La Flor (*pueblo joven*), dans le district de Carabayllo. Ce quartier, il est vrai, est habité d'immigrés récents, sans emploi stable, et qui, de plus, ont gardé des attaches avec l'intérieur du pays. Les invitations payantes se pratiquent au sein de catégories plus anciennement installées à Lima et dont le mode de vie s'apparente à celui des classes moyennes.

### **3. Epuisement des ressources et recompositions sociales**

A la fin du mois de janvier 1991, les premiers cas de choléra étaient signalés sur la côte péruvienne à Chancay, Chimbote, Piura (Reyna et Zapata, 1991). Puis, l'épidémie s'est étendue rapidement, jusque dans la vallée andine de Cajamarca. Il n'est guère difficile d'établir un lien entre cette propagation rapide et l'état de la population après le plan de redressement : malnutrition généralisée et épuisement des réserves monétaires qui devaient permettre de parer à des situations d'urgence.

Une hypothèse animait ces enquêtes : la politique de choc économique aurait pu activer les réseaux familiaux qui s'étendaient entre la capitale et le reste du pays, avec un accroissement des aides entre plusieurs pôles. C'était l'occasion d'observer l'organisation du « secteur autonome », composé de groupes domestiques en milieu rural et en ville (Gastellu, 1993). Or, c'est tout le contraire qui est arrivé. Si les habitants ont été sensibles à la hausse du prix des denrées alimentaires, ils l'ont été aussi à l'augmentation du coût des transports. Le nombre de voyages entre la capitale et la province s'est fortement réduit, ainsi que les expéditions de biens. Le Fujichoc a provoqué la rupture momentanée, et non le renforcement, des solidarités au sein des réseaux familiaux. En cas de besoin, l'aide a été recherchée chez des voisins, et non plus auprès des parents demeurés dans la communauté d'origine.

### **4. Conclusion**

Face au Fujichoc, les groupes domestiques à Lima ont eu deux types de comportements. Les catégories moyennes ont procédé à une ponction sur l'épargne, tandis que les catégories défavorisées ont réduit leur consommation et cherché à multiplier les petites activités. Dans la plupart des cas, on a misé sur plusieurs tableaux à la fois. C'est plutôt le dosage des solutions respectives qui change selon la stratification socio-économique.

De nouvelles formes de solidarité sont apparues ou se sont multipliées en milieu urbain. Les femmes des catégories les plus démunies se sont regroupées dans

des « marmites communes » pour assurer au moins un repas quotidien à leurs enfants dans des conditions décentes. Dans les catégories un peu plus favorisées, on a accru l'organisation d'« invitations payantes » pour reconstituer une épargne momentanée en vue de la satisfaction de besoins immédiats. Ces besoins, cependant, ne revêtaient pas un caractère d'urgence, sauf dans de rares cas, et les gains ne visaient pas à entreprendre une activité de production. La récession généralisée explique, sans doute, cette réserve.

Ces initiatives ne sont pas le fruit du hasard. Elles ont été entreprises selon le modèle implicite d'une solidarité de voisinage dans la communauté andine. Mais cette communauté n'a pas été reproduite à l'identique en milieu urbain. Des relations idéalisées en ont été extraites et transposées à la ville.

## CONCLUSION GENERALE

Le contexte de crise extrême montre non pas un repli des individus, mais une restructuration des solidarités. Il aide à entrevoir des processus jusqu'alors discrets. Ainsi, dans les campagnes, les liens familiaux sont plus forts que les liens communaux, ce qui affaiblit le système des droits et obligations envers l'institution communale, mais rend possibles des solidarités à différents niveaux territoriaux, dans la communauté comme dans un espace élargi qui inclut les parents et amis émigrés en ville. Dans la capitale, les solidarités se restructurent autour du quartier, mais aussi par villages d'origine. Les « marmites communes » indiquent comment la cellule formée par une mère et ses enfants devient un élément fondamental d'organisation de la société. De même, l'augmentation du nombre d'« invitations payantes » nous enseigne qu'il n'y a pas d'atomisation de la société péruvienne quand les réseaux de parenté sont rompus de façon momentanée. Le Fujichoc révèle donc un double mouvement : à la fois l'affirmation d'une cellule familiale restreinte et la multiplication de formes de solidarité, à des échelons différents.

Le Fujichoc est allé au-delà de ce que recommandent les organismes financiers internationaux. Une compression drastique de la demande était-elle nécessaire alors que de nombreux plans de redressement avaient déjà ruiné les ménages ? Les producteurs agricoles ont fait preuve d'une grande adaptabilité face aux conditions économiques et au désengagement de l'Etat, mais l'instabilité du marché impose des limites à l'innovation paysanne. La recomposition d'une solidarité en milieu urbain a été opérée sous la contrainte. On ne peut en déduire que n'importe quelle politique peut être promulguée et que les agents s'y adapteront. La rapide extension de l'épidémie de choléra et le nombre des victimes prouvent que le pays était déjà exsangue au moment du Fujichoc, que l'épargne a été épuisée et n'a plus permis d'affronter des situations d'urgence. Devant les preuves d'adaptation et de créativité apportées par les populations pauvres, faudra-t-il attendre que le fardeau soit trop lourd à porter pour commencer à rechercher des solutions durables qui évitent l'exclusion sociale ?

Le comportement des groupes domestiques ouvre une voie pour l'avenir. L'attention ne devrait plus se limiter aux agents, considérés comme des

consommateurs, dont il faut restreindre la demande dans un but d'intérêt général, mais s'étendre aux économies familiales comme constitutives de l'appareil de production national. Les politiques économiques gagneraient à être reformulées dans ce sens.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### **ALFARO MORENO, Julio**

*Los gremios rurales. Rol de las organizaciones rurales en la década de los noventa.* Lima, Fondation Friedrich Ebert, 1994.

### **BEY, Marguerite**

*Acercom : programa de organización y desarrollo microempresarial.* Rapport d'évaluation. Washington, Interamerican Foundation, 1989.

*De la survie au développement. Une étude comparative de deux communautés paysannes : Casinta et Tomas dans la haute vallée du Cañete, Pérou.* Thèse de doctorat, IEDES-Université de Paris I, 1990.

*Le meilleur héritage. Stratégies paysannes dans une vallée andine du Pérou.* Paris, Orstom, coll. A Travers Champs, 1994.

### **CIDEP**

*Informe económico agrario n° 1,* Lima, UNALM, 30 p., mimeo, 1989.

### **DEJO SOTO, Federico**

*El shock Agosto'90. Cuando los ajustes económicos causan mas desajustes sociales,* Lima, Metric, 1991.

### **DEL CASTILLO, Laureano**

¿Tienen futuro las comunidades campesinas?, in *Debate Agrario* No.14. Lima: CEPES, juin-septembre 1992, pp.47-48.

### **DE SOTO, Hernando**

*El otro sendero.* Lima: Instituto Libertad y Democracia, 1986.

### **DOLLFUS, Olivier**

Le Pérou devient-il un chaos borné ? in *Problèmes d'Amérique Latine,* No.4874, 1988, pp.109-122.

### **GASTELLU, Jean-Marc**

Pérou : la protestation d'un secteur autonome, in LINCK (T.) éd., 1993, pp.225-230.

Una respuesta al Fujichoc : las invitaciones con pago, en Lima, in *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines,* à paraître.

### **GOLTE, J., ADAMS, N.**

*Los caballos de Troya de los invasores. Estrategias campesinas en la conquista de la Gran Lima.* Lima, IEP, 1987.

### **GOMEZ GALARZA, Vilma**

Marché international, politiques macro-économiques et politiques agricoles au Pérou : 1950-1990, Montpellier, université Montpellier I, 1994.

### **HIBON, Albéric**

Recherche agronomique et sciences sociales dans les Andes péruviennes : un dialogue nécessaire, in *GEODOC* No.21. Toulouse: Centre Interdisciplinaire d'Etudes Latino-Américaines de l'Université de Toulouse-Le Mirail, 1981, pp.82-97.

### **KERVYN, Bruno y el equipo del CEDEP Ayllu**

Campeños y acción colectiva: la organización del espacio en comunidades de la Sierra Sur del Perú, in *Revista Andina*, año 7, No.1, julio 1989, pp.7-81.

*Le Monde*. Collection de 1988 à 1991.

*Lima Times*. Collection de 1990.

**LINCK, Thierry (éd.)**

*Agricultures et paysanneries en Amérique Latine. Mutations et recompositions*, Paris, ORSTOM, coll. Colloques et Séminaires, 1993.

**MALETTA, Héctor**

Perú, ¿ País campesino ? Aspectos cuantitativos de su mundo rural, in *Análisis*, No.6, 1978, pp.3-51.

**MARCOS, Jaime**

Disolución de comunidades campesinas y dinámica municipio-comunidad, in *Debate Agrario*, No.19. Lima: CEPES, septembre 1994, pp. 87-109.

**MARIS, Bernard**

Le Pérou, l'hyperinflation et la récession, in *Le Monde*, 10 octobre 1989.

**MESCLIER, Evelyne**

*Les paysans face au marché dans des situations d'instabilité. Etude comparative dans les Andes du Pérou*. Thèse de doctorat, Université de Paris VII, 1991.

Cusco: espacios campesinos en un contexto de inestabilidad económica y retracción del Estado, in *Revista Andina*, año 11, no.1. Cusco, juillet 1993, pp. 7-53.

**MORLON, Pierre et al.**

*Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes Centrales : Pérou, Bolivie*. Paris, INRA, 1992.

**REYNA, C., ZAPATA, A.**

*Crónica sobre el cólera en el Perú*, Lima, DESCO, 1991.

**ROBLES, M.**

La estanflación de los últimos meses, in CIDEP, 1989, pp.27-30.